
Assemblée des États Parties

Distr. générale
9 juillet 2004
FRANÇAIS
Original: anglais

Troisième session

La Haye
6-10 septembre 2004

Élection de membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. À sa cinquième séance, le 12 septembre 2003, l'Assemblée des États Parties a décidé que les élections des six membres du Comité du budget et des finances auraient lieu à la troisième session de l'Assemblée, qui se tiendra du 6 au 10 septembre 2004.
2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée des États Parties en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution, qui a été modifiée en vertu de la résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.
3. La procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Comité du budget et des finances fait l'objet de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002 modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.
4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, est la suivante:
 - États d'Afrique: deux sièges;
 - États d'Asie: deux sièges;
 - États d'Europe orientale: deux sièges;
 - Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes: deux sièges;
 - Groupe des États d'Europe occidentale et autres États: quatre sièges.

5. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, on n'épargnera aucun effort pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Pour émettre sa recommandation, le Bureau consulte les groupes régionaux. Le paragraphe 10 de la résolution dispose en outre qu'en l'absence d'un consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit:

«7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement:

- (a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin».

6. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

7. En application du paragraphe 12, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

8. Conformément au tirage au sort ayant eu lieu le 12 septembre 2003 en application du paragraphe 13 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, le mandat des membres dont les noms sont indiqués ci-après, par ordre alphabétique, expirera le 21 avril 2005:

M. Eduardo Gallardo Aparicio (Bolivie)

M. Peter Lovell (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. John F.S. Muwanga (Ouganda)

M. Karl Paschke (Allemagne)

Mme Inna Šteinbuka (Lettonie)

M. Michel-Etienne Tilemans (Belgique)

9. En application de la décision adoptée par l'Assemblée des États Parties à la cinquième séance de sa deuxième session, le 12 septembre 2003, le dépôt des candidatures à l'élection des membres du Comité devait intervenir entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2004. À cette dernière date, sept candidatures avaient été soumises.

10. Les sept candidatures émanaient du Groupe des États d'Afrique (deux), du Groupe des États d'Europe orientale (une), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une) et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (trois).

11. La liste, dans l'ordre alphabétique anglais, des candidats présentés accompagnée des documents pertinents, établie conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, figure en annexe à la présente note.

Annexe

[Original: anglais/français]

Liste alphabétique des candidats (avec indication des qualifications)

Table des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</i>	<i>Page</i>
1. Diarra, Mamadou (Sénégal).....	4
2. Gallardo Aparicio, Eduardo E. (Bolivie)	6
3. Lovell, Peter (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).....	8
4. Muwanga, John F. S. (Ouganda).....	10
5. Paschke, Karl (Allemagne)	15
6. Šteinbuka, Inna (Lettonie)	16
7. Tilemans, Michel-Etienne (Belgique).....	20

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Diarra, Mamadou (Sénégal)

[Original: français]

Note verbale

Le Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, faisant suite à sa Note Verbale n° ICC-ASP/3/CBF/N du 31 mars 2004, concernant la future élection de six membres du Comité du budget et des finances, qui doit avoir lieu lors de sa troisième session, en 2004, a l'honneur de présenter la candidature de M. Mamadou Diarra, conseiller technique auprès du Secrétariat général du ministère des Affaires étrangères.

Veillez trouver ci-après son curriculum vitae.

...

[Original: anglais/français]

Qualifications

Date de naissance: 5 juin 1948
 Lieu de naissance: Thies (Sénégal)
 Nationalité: Sénégalaise
 Sexe: Masculin
 Situation de famille: Marié, père de 4 enfants (âgés de 24 à 32 ans)
 Décorations: Chevalier de l'Ordre du Mérite (Sénégal, 1983)
 Ordre du Trésor sacré (Rayons de soleil) (Japon, 1988)

Éducation

2000: Mastère (Finances) de la *London Business College*, Londres (Royaume-Uni).
 Principales matières étudiées: économie monétaire, communication commerciale, comptabilité de gestion, planification des ressources humaines, marketing international (niveau supérieur), étude de cas, planification au sein de l'entreprise, méthodes de recherche, gestion financière, théorie informatique.

1969-1971: Diplôme d'études administratives et diplomatiques: École Nationale d'Administration, Dakar (Sénégal). Principales matières enseignées: Droit et pratiques diplomatiques. Droit administratif et finances publiques.

1956-1969: Diplôme: baccalauréat général.

Expérience professionnelle

Depuis 2000: Conseiller du Secrétaire général pour les questions administratives et financières, Ministère des affaires étrangères, Dakar.

1994-2000: Conseiller économique, Ambassade du Sénégal, Londres (Royaume-Uni) chargé de la promotion du commerce et du tourisme et d'autres questions relevant de la coopération bilatérale.

- 06/1993-12/1993: Directeur de l'administration et des finances, Ministère des affaires étrangères, Dakar, chargé de superviser les services administratifs, financiers et comptables du Ministère des affaires étrangères.
- 1991-1993 Directeur adjoint de l'administration et des finances, chef de la Division de la gestion du budget et des finances pour les services extérieurs du Ministère des affaires étrangères.
- 1987-1991: Conseiller économique et financier, Ambassade du Sénégal à Tokyo (Japon). Chargé de la coopération bilatérale, de la promotion du commerce et du tourisme et des relations avec les ONG. Conseiller financier de l'ambassade.
- 1985-1987: Premier secrétaire chargé des questions financières, Ambassade du Sénégal à Riyad (Arabie Saoudite). Chargé des relations avec le Fonds saoudien pour le développement et la Banque islamique.
- 1981-1985: Chef de la Division financière, Ministère des affaires étrangères, Dakar (Sénégal). Chargé de la gestion budgétaire et financière des services centraux et extérieurs du Ministère des affaires étrangères.
- 1979-1981: Premier secrétaire chargé des questions financières, Ambassade du Sénégal à Kinshasa (Zaire).
- 1974-1979: Premier secrétaire chargé des questions financières, Ambassade du Sénégal à Addis Abeba (Éthiopie). Représentant de l'ambassade auprès du Comité consultatif de l'OUA pour les questions budgétaires et financières et du Comité exécutif de la CEA.
- 1971-1973: Fonctionnaire auxiliaire puis chef de la Division des conventions et accords internationaux, Ministère des affaires étrangères, Dakar (Sénégal); chef de la Division des Amériques.
- 01/06/1970 Stagiaire aux Ministères des affaires étrangères et des finances.

2. Gallardo Aparicio, Eduardo E. (Bolivie)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République de Bolivie présente ses compliments au Secrétariat permanent de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome; elle a l'honneur de l'informer que le gouvernement bolivien a décidé de présenter la candidature de M. Eduardo E. Gallardo-Aparicio pour un second mandat à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale prévue lors de la troisième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à La Haye du 6 au 10 septembre 2004.

M. Gallardo est un diplomate bolivien de carrière possédant une expérience et une connaissance des aspects financiers et administratifs des activités de la Cour pénale internationale puisqu'il a participé aux sessions du Comité du budget et des finances tant à New York qu'à La Haye.

De surcroît, M. Gallardo a représenté la Bolivie à la Cinquième commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1999 à 2001 et participé activement aux négociations en rapport avec les aspects budgétaires et contributions concernant l'Organisation des Nations Unies. Parallèlement, jusqu'à janvier 2004, il a représenté la Bolivie à la Deuxième commission (économique et financière) de l'Assemblée générale.

Veillez trouver ci-après le curriculum vitae de M. Eduardo E. Gallardo-Aparicio.

...

Qualifications

Lieu et date de naissance:	La Paz (Bolivie) 9 septembre 1971
Études universitaires:	1997-1999 Mastère de relations internationales (économie et intégration) – CIDES-UMSA (Universidad Mayor de San Andrés), La Paz (Bolivie). 1994-1996 Diplômé de l'École bolivienne de la diplomatie: relations internationales et diplomatie. 1989-1993 Licence d'économie. Université publique San Andrés, La Paz (Bolivie). 1989-1994
Expérience professionnelle:	2003-2004 Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (New York et La Haye). 1999-2001 Délégué de la Bolivie à la Cinquième commission (questions budgétaires et financières) de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York. 1999 à janvier 2004 Délégué de la Bolivie à la Deuxième commission (Économie) de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. 2000-2001 Délégué de la Bolivie au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

Autres activités: 1998-1999 Ministère bolivien des affaires étrangères et du culte. Direction générale des questions sectorielles, chargé des aspects statistiques et économiques, de la négociation des accords concernant la double imposition et de la promotion des investissements.

1996-1998 Ministère des affaires étrangères et du culte. Direction de la promotion des exportations. Responsable de la promotion des exportations.

1996-1999

Langues: Espagnol et anglais.

3. Lovell, Peter (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original: anglais]

Lettre

J'ai l'honneur de faire référence à la note ICC-ASP/3/CBF/N et de vous informer que le Royaume-Uni a décidé de présenter la candidature de M. Peter Lovell pour un second mandat à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale prévue lors de la troisième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit avoir lieu à La Haye en septembre 2004.

Veillez trouver ci-après le curriculum vitae de M. Lovell.

...

L'Ambassadeur du Royaume-Uni aux Pays-Bas
(Signé) Sir Colin Budd

Qualifications

En ce qui concerne l'obligation pour les candidats d'être des experts dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau international, je tiens à faire valoir que M. Lovell est directeur financier de l'*English Court Service* et qu'il gère à ce titre un budget de 1,3 milliards de dollars des États-Unis. Tout au long de sa carrière, il a acquis une grande expérience de la gestion et du financement des organes judiciaires et a eu de nombreuses occasions de superviser l'application de réformes consistant à améliorer les procédures de gestion des ressources et de budgétisation. Il sert le Comité du budget et des finances avec distinction depuis sa création en 2003.

Date de naissance: 25 juin 1953

Aperçu de la carrière professionnelle

Expérience de la gestion et de la planification financières à l'échelle centrale et au niveau des groupes, au sein du *Court Service*. Vaste expérience pratique acquise auprès de la Cour d'assises (*Crown Court*), du tribunal de comté (*County Court*) et du tribunal de grande instance (*High Court*). A fait ses preuves dans la supervision de la gestion des réformes par l'amélioration de la gestion des ressources et de la budgétisation, la restructuration des fonctions financières lors de la création de l'institution et l'examen de la structure de gestion, ainsi que l'élaboration de contrats d'externalisation concernant la fourniture de divers services dans le domaine des finances et des technologies de l'information. A contribué à promouvoir un certain nombre d'initiatives majeures liées à l'abandon de la comptabilité de caisse au profit de la comptabilité sur la base de l'exercice, y compris la restructuration de la Division des ressources et de la planification.

A représenté le *Court Service* lors de divers séminaires et conférences avec les juridictions internationales (notamment de pays du Commonwealth, de pays d'Amérique du Sud et de pays candidats à l'accession à l'Union européenne comme la Pologne, la Lettonie et la Tchécoslovaquie, la Colombie, la Hongrie, l'ex-Yougoslavie et l'Indonésie) consacrés à la gestion et à l'organisation financières. En 2002, s'est rendu à ce titre en Bulgarie avant le lancement du projet européen Phare; a donné au *Royal Institute of Public Administration* une conférence sur la gestion financière et la gestion des réformes, à laquelle ont participé des représentants du Rwanda, de Chypre et d'Oman; a participé à un programme de jumelage avec le Ministère russe de la justice; et donné plusieurs conférences organisées à l'intention des États

d'Europe orientale sur le service des audiences pour la *British Association for Central and Eastern Europe*. Coopère actuellement avec l'Association des juges slovaques. Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale depuis 2003.

Expérience professionnelle pertinente

Depuis octobre 2002. Directeur des finances. Fait rapport à l'administrateur général et au Conseil d'administration du *Court Service* sur toutes les questions financières (budget: 850 millions de livres), y compris l'allocation des ressources conformément aux objectifs fixés par le gouvernement, la production de comptes, la fourniture d'avis et l'évaluation des investissements concernant les programmes de modernisation et calculs des frais pour couvrir les dépenses de fonctionnement des tribunaux civils.

Octobre 2001 à octobre 2002. Responsable de la gestion des services extérieurs. Responsable de l'allocation des ressources (400 millions de livres) aux secteurs d'activités des tribunaux et fixation d'objectifs en matière d'organisation. Vérification continue des résultats sur les plans financiers et opérationnels, y compris consultation avec les représentants du système judiciaire au sujet de divers aspects du financement des tribunaux.

Novembre 1999 à octobre 2001. Directeur adjoint des finances du *Court Service*. Coordination de l'examen des propositions de dépenses publiques pour 2000. Allocations des crédits aux titulaires de budgets et contrôle des résultats financiers et opérationnels, transfert des fonctions financières du *Court Funds Office* du *Public Trustee* au *Court Service*. Gestion du programme d'externalisation et des équipes chargées de la préparation du passage à l'euro.

Novembre 1997 à novembre 1999. Responsable du programme ARAMIS (Resource Accounting Management Information System/Système d'information sur la gestion de la comptabilité des ressources). Gestion générale de l'initiative privée de financement/externalisation du programme ARAMIS. Gestion de la mise en œuvre de l'élément financier d'Oracle. Mise en place d'une structure pour la gestion des innovations et leur mise en œuvre. Examen de la structure de la gestion d'ensemble d'ARAMIS et mise en place du Groupe de suivi des services (Service Delivery Monitoring Unit). Établissement et suivi du budget annuel (environ 14 millions de livres). Mise en place de la centralisation du vote et des paiements effectués au titre de l'aide judiciaire, y compris les frais de justice et le personnel percevant des honoraires.

Décembre 1992 à novembre 1997. Service des ressources et de la planification. Établissement des plans de dépenses du *Court Service*. Allocation de ressources aux titulaires de budgets. Élaboration d'une méthode d'allocation associant le financement aux facteurs de coûts et aux activités prévues. Suivi des résultats. Établissement du premier plan d'activité du *Court Service* au moment de l'acquisition du statut d'institution. Révision de la définition des rôles et des responsabilités en matière financière pour l'examen de la structure de gestion, en vue d'une meilleure harmonisation en termes de responsabilité financière et d'obligation de rendre compte.

4. Muwanga, John F. S. (Ouganda)

[Original: anglais]

Lettre

J'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement ougandais a décidé de soumettre la candidature de M. John Muwanga, Vérificateur général des comptes, pour un second mandat à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

...

Ministère des affaires étrangères

(Signé) JD Semambo Kalema

Qualifications

Date de naissance:	10 janvier 1956
Nationalité:	Ougandaise
Qualification professionnelle:	Membre de l' <i>Association of Chartered Certified Accountants</i> du Royaume-Uni Membre de l' <i>Institute of Certified Public Accountants</i> de l'Ouganda
Profession actuelle:	Vérificateur général des comptes de l'Ouganda

Parcours professionnel

Titulaire d'un diplôme d'expert-comptable obtenu en Grande-Bretagne en décembre 1979, M. Muwanga a été recruté par le bureau de Londres de la société *Coopers & Lybrand* (aujourd'hui *Price Waterhouse Coopers*) en février 1980. A acquis une vaste expérience internationale et régionale auprès des bureaux de la société à Londres (deux ans et demi), en Zambie (sept ans) et au Malawi (trois ans). Associé du cabinet à partir de 1987 pendant son séjour en Zambie et au Malawi. A essentiellement assumé les fonctions d'encadrement technique en matière d'audit, de secrétariat d'entreprise et de fiscalité pour le compte de sociétés publiques et privées parmi lesquelles des établissements financiers, des propriétés agricoles, des organismes parapublics, des sociétés multinationales, ainsi que des producteurs et prestataires de services locaux. Notamment chargé de veiller au maintien au sein du personnel d'encadrement d'un certain niveau de compétence sur le plan professionnel et technique et en matière de gestion et de concevoir des normes appropriées en matière de comportement professionnel. A son retour en Ouganda en 1994, a exercé des fonctions de consultant dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale avant d'être détaché auprès du Trésor public et d'élargir son champ d'expérience aux domaines de compétence en rapport avec la comptabilité de l'administration centrale et des collectivités locales. En tant que consultant pour le projet de la Banque mondiale depuis 1994, a occupé des postes de responsabilité au sein de l'appareil d'État et assuré la gestion du portefeuille de la Direction des comptes; a représenté l'Ouganda sur la scène internationale en qualité de Trésorier payeur général. Depuis le 1^{er} janvier 2001, exerce les fonctions de Vérificateur général de l'Ouganda.

Carrière professionnelle

Depuis janvier 2001: Vérificateur général des comptes de l'Ouganda

En sa qualité de Vérificateur général des comptes de l'Ouganda, a eu pour principales responsabilités de faire appliquer fidèlement les dispositions de l'article 163 de la Constitution, qui prévoit la vérification des comptes de l'État et de toutes les entités relevant du service public (notamment les tribunaux, l'administration centrale, les collectivités locales, les universités, les entreprises publiques et les organes créés par décision parlementaire) et d'établir des rapports annuels à ce sujet. Le Vérificateur général des comptes, dont la fonction est prévue par la Constitution, est nommé par le Président de la République, avec l'assentiment du Parlement. Il dirige un effectif de 350 personnes, en majorité des cadres techniques, qui sont affectés dans les différents bureaux régionaux du pays.

Novembre 1994-31 décembre 2000

Ministère des finances, du plan et du développement économique.

Postes occupés:

- Conseiller en audit international
- Commissaire par intérim/responsable de la comptabilité du Trésor
- Directeur des comptes par intérim

Depuis octobre 1994

Recruté comme conseiller en audit international auprès du Ministère des finances, du plan et du développement économique pour un projet gouvernemental de gestion économique et financière bénéficiant d'un crédit de l'Association internationale de développement/Banque mondiale (n° 2418-UG). Responsable de la mise en place du département de vérification interne des comptes au sein du Gouvernement, y compris de la définition de son mandat, de la composition du personnel et des descriptions de postes, ainsi que du recrutement. A également élaboré le plan synoptique d'un manuel d'audit international.

Depuis mars 1996 (parallèlement au projet de la Banque mondiale)

Nommé au poste de Commissaire/responsable de la comptabilité du Trésor, rattaché au Secrétaire permanent/Secrétaire au Trésor. Chargé d'assurer la bonne gestion et le contrôle des finances de l'Ouganda ainsi que leur conformité avec les règles constitutionnelles et le *Public Finance Act*.

Depuis septembre 1998 (parallèlement au projet de la Banque mondiale)

Nommé au poste de Directeur des comptes au Ministère des finances après sa restructuration; représentation de l'Ouganda au niveau international en qualité de Trésorier payeur général. La Direction est composée des départements de l'audit interne, de l'inspection du Trésor et des services des comptes du Trésor.

Novembre 1993-août 1994

Associé d'audit et expert-conseil en gestion, *Coopers & Lybrand*, Lusaka.

Encadrement technique en matière d'audit (en tant qu'associé responsable de mission), notamment pour le compte des entreprises suivantes: *Zambia Railways, Zambia National Building Society, African Commercial Bank Limited, Zambia National Commercial Bank et Chibote Meat Corporation Limited*. Les recettes annuelles brutes de *Zambia Railways* s'élevaient à plus de 25 millions de dollars selon les derniers états financiers, et l'actif immobilisé à plus de 26 millions de dollars (1 dollar des États-Unis = 700 kwacha gambiens). Parmi les organisations recevant une aide de l'étranger et de divers donateurs figuraient la *Zambia Federation of Employers*, la *United Church of Zambia* et l'*University of Zambia*, au titre de divers projets.

Juin 1990-juillet 1993

Associé local, *Coopers & Lybrand*, Lilongwe (Malawi)

Encadrement technique:

Encadrement technique en matière d'audit, de secrétariat et de fiscalité d'entreprise. Parmi les clients importants figuraient les entreprises suivantes: *Investment Trade and Management Corporation* (I.T.M.), dont le chiffre d'affaires s'élevait à plus de 54 millions de kwacha malawiens (MK) (1 dollar des États-Unis = 7 kwacha malawiens en juin 1993), *Lilongwe Water Board* (société publique de services collectifs dont l'actif se montait à plus de 187 millions de MK), *Maltraco Limited* (filiale d'I.T.M. spécialisée dans la distribution de matériel de terrassement et de poids lourds) et *WJ & RL Gulliver*, société spécialisée dans la construction de routes et de bâtiments.

Fiscalité:

Calcul de l'impôt sur le revenu pour le compte de clients, établissement des déclarations d'impôt et correspondance avec le *Department of Taxes* afin d'obtenir l'approbation des déclarations d'imposition; information, conseil et orientation des clients et des collaborateurs concernant l'évolution de la législation fiscale.

Administration judiciaire:

Administrateur judiciaire et gérant de huit plantations de tabac en règlement judiciaire

Administration:

Chargé des questions d'administration du personnel dans le cadre de la gestion du bureau de Lilongwe. Mission: assurer une bonne répartition des effectifs aux différents échelons hiérarchiques tant pour le personnel technique que pour les administrateurs, afin de rationaliser au mieux la gestion du portefeuille de clients et d'appliquer les critères de prestation les plus rigoureux. La comparaison du temps effectivement consacré aux dossiers par rapport aux délais impartis dans le budget constituait un élément clef du contrôle des coûts et, par conséquent, de la négociation des tarifs avec les clients.

Formation:

La formation et le perfectionnement du personnel étaient d'une importance essentielle étant donné qu'une contribution technique au moment opportun améliorait l'efficacité et la qualité du produit final. Grâce à la formation en cours d'emploi (sur le terrain) dispensée à l'occasion d'un audit ou d'une affectation et à l'examen effectué à l'achèvement des projets, le personnel était formé et suivi en permanence et pouvait acquérir les compétences requises. Présentations sur des sujets divers lors de sessions de formation interne organisées avec le bureau de Blantyre; perfectionnement des compétences du personnel en matière d'audit, de comptabilité et de communication, en particulier à l'aide d'études de cas et de jeux de rôle.

Des arrangements plus souples ont été proposés aux collaborateurs afin de les préparer aux examens internes.

Juin 1989-juin 1990

Associé d'audit, *Coopers & Lybrand*, Lusaka.

Cabinet de neuf associés comptant plusieurs départements: audit, fiscalité, conseil en gestion, liquidation, comptabilité et secrétariat d'entreprise. Principales fonctions en tant qu'associé chargé des audits: assurer l'encadrement technique en matière d'audit et le respect des normes professionnelles.

En tant que membre du comité technique national du cabinet, participation active à la diffusion de directives en matière d'audit et de comptabilité; participation à l'organisation de sessions de formation interne et intervention dans le cadre de ces sessions.

Mai 1987-juin 1989

Associé, *Coopers & Lybrand*, Kitwe (Zambie).

Fonctions en tant qu'associé généraliste: audit, fiscalité, secrétariat d'entreprise et développement des fonctions comptabilité et secrétariat du département en vue d'élargir l'offre de services financiers; rebaptiser le département *Business Services Group*.

Août 1983-mai 1987

Coopers & Lybrand, Lusaka:

- Premier auditeur
- Auditeur en chef
- Administrateur et assistant spécial de l'associé principal

Fonctions:

Audit:

Audit de sociétés privées et organismes parapublics. Principaux secteurs d'activité: production industrielle, vente en gros et au détail, construction, agriculture, transports routiers, activités ecclésiastiques, hôtellerie et services financiers. Principaux clients: *Intercontinental Hotel Corporation Limited*, *Zambia National Provident Fund & Zambia National Wholesale and Marketing Company Limited*, *Contract Haulage*, *Premium Oil Industries* et *Zambia National Commercial Bank*.

Assistant spécial de l'associé principal:

Activité essentiellement axée sur les nouveaux et les futurs clients. Fonctions: compilation et analyse de données; élaboration de rapports financiers portant sur des questions diverses (évaluation des actions, prévisions de trésorerie, évaluation d'opérations en association et liaison avec les institutions financières).

Février 1980- novembre 1982

Coopers & Lybrand, Londres:

- Auditeur
- Auditeur principal

Fonctions assumées en qualité de membre de l'équipe du *Business Services Group* du bureau de Londres:

Audit:

- Enquêtes
- Établissement des comptes statutaires et des tableaux de bord
- Assistance pour les questions de secrétariat
- Élaboration de divers rapports financiers

Autres activités

Fonctions occupées

- Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale basée à La Haye (Pays-Bas) depuis 2003.
- Administrateur externe de la *Kampala Music School* depuis 2003.
- Administrateur externe de l'*Uganda Cooperative Bank* de 1996 à 1998, et président du sous-comité d'audit
- Membre de droit du Conseil de l'*Institute of Certified Public Accountants of Uganda* depuis 1996
- Membre du Rotary Club de Lilongwe (Malawi) en 1992 et 1993
- Trésorier honoraire du *Lilongwe Golf Club* en 1992 et 1993
- Membre de la *Lusaka Round Table XI* en 1984 et 1987
- Trésorier honoraire du *Lusaka Club (Squash Section)* de 1986 à 1987
- Trésorier honoraire de la *District Chamber of Commerce and Industry* de Kitwe (Zambie) en 1987 et 1988
- Membre du Comité exécutif de la *Chartered Association of Certified Accountants* (antenne zambienne) (1987)
- Joueur de golf amateur et ancien joueur de squash.

5. Paschke, Karl (Allemagne)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que, conformément à la résolution ICC-ASP/1/Res.5, le Gouvernement fédéral allemand a décidé de présenter la candidature de M. Karl Theodor Paschke à l'élection des membres du Comité du budget et des finances, qui doit avoir lieu lors de la troisième session de l'Assemblée des États Parties à La Haye, en septembre 2004.

Veillez trouver ci-après le curriculum vitae de M. Paschke.

...

Qualifications

Depuis 2003	Président du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (La Haye)
2002-2003	Conseiller en gestion au Conseil de l'Europe à Strasbourg (France)
1999-2000	Ambassadeur extraordinaire chargé de l'organisation interne, Ministère allemand des affaires étrangères, Berlin
1994-1999	Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, Organisation des Nations Unies, New York
1990-1994	Directeur général chargé du personnel et de la gestion, Ministère des affaires étrangères, Bonn
1987-1990	Ministre plénipotentiaire et Chef de mission adjoint, ambassade d'Allemagne à Washington
1984-1986	Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, à Vienne (Autriche)
1980-1984	Porte-parole du Ministère des affaires étrangères, Bonn
1977-1980	Conseiller pour la presse et les relations publiques, ambassade d'Allemagne, Washington
1972-1977	Directeur de la formation des diplomates auxiliaires, Ministère des affaires étrangères, Bonn
1968-1971	Conseiller politique et Chef de mission adjoint, ambassade d'Allemagne à Kinshasa (République démocratique du Congo)
1964-1968	Consul d'Allemagne à La Nouvelle-Orléans, Louisiane (Etats-Unis d'Amérique)
1960	Admission au Ministère allemand des affaires étrangères, après des études de droit dans les universités de Munich et de Bonn

Karl Th. Paschke est né à Berlin en 1935. Il est marié et père de deux grands enfants. A ses heures, il est musicien et compositeur de jazz.

6. Šteinbuka, Inna (Lettonie)

[Original: anglais]

Note verbale

Le Ministère des Affaires étrangères de la République de Lettonie présente ses compliments au Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties de la Cour pénale internationale. Il a l'honneur de faire référence à la note concernant la soumission de candidatures à l'élection aux membres du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale en date du 31 mars 2004 et de l'informer que le Gouvernement letton a décidé de présenter la candidature de Mme Inna Šteinbuka pour un deuxième mandat à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

Mme Šteinbuka est une experte en questions financières à la réputation et à l'expérience reconnues au niveau international, possédant une connaissance des aspects financiers et administratifs de la Cour pénale internationale. Elle a été élue pour la première fois au Comité en 2003. Elle préside la Commission des équipements collectifs de la République de Lettonie et a récemment occupé les fonctions de conseillère auprès du Directeur exécutif du Fonds monétaire international. Elle a participé à des projets internationaux de la Banque mondiale, de l'OCDE et de la Commission européenne. Parallèlement à son expérience professionnelle, Mme Šteinbuka est professeur; elle est l'auteur d'un grand nombre de publications dans le domaine de l'économie et des finances. Veuillez trouver ci-après son curriculum vitae attestant de ses qualifications.

...

Qualifications

Date et lieu de naissance: 8 octobre 1952, Riga.

Éducation:

1991	Docteur en économie, Institut des finances (Moscou)
1980	Docteur en économie, Institut de l'économie et des finances (St Petersburg)
1970-1975	Université de Lettonie, Faculté d'économie, spécialité: économie et mathématiques

Diplômes universitaires:

1997	Professeur à l'Université de Lettonie
1992	Docteur en économie
1991	Docteur en sciences économiques
1985	Titulaire d'une bourse de recherches
1980	Admissible en sciences économiques

Expérience professionnelle:

Depuis 2003	Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale
Depuis 2001	Présidente de la Commission des équipements collectifs

1999-2001	Conseillère du Directeur exécutif, Bureau Baltique Nord, Fonds monétaire international
1991-1999	Directrice du département des analyses politiques et de la politique budgétaire du Ministère des finances

Formation universitaire

Depuis 1993	Professeur de macroéconomie au département de l'économie et du commerce international, Université de Lettonie
1975-1991	Titulaire d'une bourse de recherches, chef de département, Institut d'économie, Académie des sciences de Lettonie
1993	Chercheur invité, Banque de Finlande, Unité du département d'Europe orientale
1991	Chercheur invité, École d'économétrie, Université de Heidelberg.

Titres honorifiques:

1998	Membre correspondant de l'Académie des sciences de Lettonie.
------	--

Langues: Letton, anglais, russe

Recherches, participation à des projets internationaux

- Programme des Nations Unies pour le développement, «Latvia. Human Development report 2002/2003. Human Security», (2003, Riga), auteur.
- Consultant pour l'étude de l'OCDE intitulée «The Economics and Regulatory Environment for Trade in Services in the Transition Economies», (2002).
- Étude de l'Association lettone pour l'Union européenne «Competitiveness of Latvia and promotion of comparative advantages», (2002).
- Consultant pour l'étude de l'OCDE intitulée «Comparison of Developments in Fiscal Policy in the Baltics». Publiée dans «*Baltic States - A Regional Economic Assessment*». OCDE, février 2000.
- Consultant pour l'étude de l'OCDE: «The Baltic States – Economic Assessment» (1999).
- Trade Barriers Existing between Central European Countries and their Impact. *Programme PHARE*; directeur de programme: Patrick Messerlin, France (1996).
- «The Long-term Growth Prospects of the Central and Eastern European Countries in Relation with the Economic and Monetary Union». *Commission européenne DG II, étude*. Directeur de projet: Andries Brandsma (1996).
- Participation au projet de recherche de l'IIASA «Impediments to Export in Small Transition Economies», (1995).
- «Economic Integration of the Baltic States and Eastern Europe in the World and European Economy» Directeur du projet: Carl B. Hamilton, Suède (1995).
- «The Political Economy of New States in Central and Eastern Europe and the Former Soviet Union», *Comité permanent des conseils européens de recherche scientifique*. Coordonnateur du projet: Paul G. Hare, Royaume-Uni (1995).
- «Privatisation and Employee - Ownership in the Baltic Countries», (*ACE - 1993*). Coordonnateur du projet: Niels Mygind (Danemark).
- «Adjustment and Growth in Eastern Europe» (*ACE-1993*); «Governance and Economic Performance in Eastern Europe» (*ACE-1994*); «Financial Integration between the EU and the Transition Economies of Central and Eastern Europe» (*ACE-1996*). Coordonnateur du projet: Maxwell J. Fry, Royaume-Uni.

- «New Tax-system for Latvia in the Transition» (directeur du projet- M. Manfred Rose, Université de Heidelberg). – *Ministère allemand des finances* (1992).
- «Monitoring of Selected Industrial Enterprises in the Initial Phase of Transition». – *Banque mondiale* (1992).

Publications

- I.Šteinbuka, «Latvia: An inviting Market», ECTA Review 2004.
- I.Šteinbuka, «Exact methods in tariff regulation. Theory and practice». *Méthode précise de réglementation tarifaire – Théorie et pratique*, (en letton), publié dans «Sarunas V», Sabiedriskais izglitības fonds «Jauna akadēmija», Rīga, 2004, pages 161-172.
- I.Šteinbuka, «Fiscal policy in Latvia: the Past and the Future», publié dans les actes de la conférence scientifique internationale intitulée «Strategic role of tax administration and customs in the development of national economy», éditeur RTU izdevniecība, Rīga, 2003, pages 40-46.
- I. Šteinbuka, J.Mikelsons «Preconditions for Information Society Development: How the Regulator Can Contribute», publié dans «*Information society and modern business*», actes d'une conférence scientifique internationale, 31 janvier-1^{er} février 2003, Collège universitaire Ventpils, 2004, Jumava, pages 273-279.
- R.Zile, I. Šteinbuka. «Latvia on the way to the European Union. Finance and Development». FMI, juin 2001, p.30.
- «Latvia's Dilemma: Financing Accession Costs While Maintaining Fiscal Constraint. Transition», Transition Newsletter, Banque mondiale/The William Davidson Institute, Vol.12, n° 1, 2001, pages 5-6.
- «The Alignments of Latvian Economy in the Context of European Integration». Journal of Baltic Studies, XXXI/2, AABC, 2000. pages 193-204.
- «Indicators of the Health of the Financial Sector». Statistika-2000, Latvijas statistiku asociācija. Rīga, 2000, pages 71-75.
- R.Zile, I.Šteinbuka et al. «Latvia Entering XXI Century: Economics, Finance. Integration». Publié sous la direction de I. Šteinbuka. Rīga, 2000.
- R.Zile, I.Šteinbuka (coordonatrice et coauteur), et al. La Lettonie au seuil du XXI^{ème} siècle: économie, finances. 1999, Rīga, 151 pages (en letton).
- «Nordic Investments in the Baltic Business Frontier» (coauteurs: Harley Johansen, Folke Snickars). – Présenté au *Lexington Books*, en cours de publication, 1999.
- «Latvia on the Way to the EU: Economic Policy Convergence». In: «*Latvia and the European Union*» (ed. Barry Lesser), 1999, Dalhousie University, Canada, pages 49-71.
- «Middle-term economic strategy in context of the joining the European Union» (coauteur: Remigijs Pocs). – *Ministère letton des finances, Ministère letton de l'économie, Banque de Lettonie*, 1998, Rīga, 167 pages.
- «A quelle distance serons-nous de l'Europe dans cinq ans?» – *Kapitals* (Rīga), 1998, N 5, p.44, (en letton).
- «Économie parallèle et évasion fiscale en Lettonie», *Économie parallèle et évasion fiscale en Lettonie*, (coauteur:Ieva Kodolina). – *Proc. Faculté d'économie et d'administration des affaires, politiques en matière de crédit et d'impôts, coll. 1*, 1998, Rīga: Université de Lettonie, pages 154-167 (en letton).
- «Latvia: human development report. Chapter 1: team members». 1998, PNUD, Rīga.
- «Études de pays: Lettonie» (coauteur: Aleksandra Cirule). (Chapitre de la monographie: «*Trade Growth in Transition Economies. Export Impediments for Central and Eastern Europe*», dirigé par Richard N. Cooper et Janos Gacs. IIASA) 1997, pages 114-149.
- Commentaire sur «Les perspectives mondiales et régionales dans la région de la Baltique» par Piritta Sorsa. Chapitre de la monographie: «*Regionalism and the Global Economy: The Case of Central and Eastern Europe*», dirigé par Jan J. Teunissen. FONDAD, La Haye), 1997. pages 185-188.
- «Economics of the Baltic States». – *The Baltic Review*, 1997, vol.13, pages 23-27.

- «Latvia on the way to the European Union». – *Ministère des finances de la République lettone, Bulletin N° 2*, 1997.
- «Lettonie: rapport sur le développement humain». Chapitre 1. Membre de l'équipe, 1997, PNUD, Riga (en letton).
- «Fiscal Adjustment in Latvia under Transition» (coauteur: Martins Kazaks). - *Centre pour la réforme et la transformation économique, Document d'information n° 96/1*. Université Heriot-Watt, Département de l'économie, Edinburgh.
- «Foreign trade in Latvia: on the way to EU membership» (coauteur: Aleksandra Cirule). *Institut de Stockholm pour les économies d'Europe orientale, Document de travail n° 115*, octobre 1996.
- «Étude de cas: réforme fiscale en Lettonie». (Chapitre de la monographie: «*The Baltic Economies in Transition*», Seija Lainela, Pekka Sutela, Banque de Finlande, 1995).
- «Privatization in Latvia and the role of employee ownership». (Chapitre de la monographie: «*Privatization and Financial Participation in the Baltic Countries*», École de commerce de Copenhague. Janvier 1995. Résultats à mi-trimestre revus par Niels Mygind).
- «Problems of macroeconomic stabilization and inflation control in Latvia». (Chapitre de la monographie: «*Baltic Regions and Baltic Links*», dirigé par Lars Lundqvist et Lars Olof Persson, NordREFO 1995:2.).
- «Factors and consequences of banking crisis in Latvia» (coauteurs: Edgar Sniegs, Martins Kazaks). – *Ministère des finances de la République de Lettonie, Bulletin N° 2*, 1995.
- «The way of reforms: first challenges and first results». *Ministère des finances de la République de Lettonie, Bulletin n° 1*, 1994.
- «Baltic States survey» (Chapitre de la monographie: «*The Economic Consequences of Soviet Disintegration*», directeur: J. Williamson, Washington, 1993).
- «The Baltic's ways: Intentions, Scenarios, Prospects». *Review of Economics in Transition. Banque de Finlande*. 08/1993.
- «Latvia in transition: first challenges and first results». *Review of Economics in Transition. Banque de Finlande*. 08/1993.
- «Industry Policy in transition: the case of Latvia». *Review of Economics in Transition. Banque de Finlande*. 08/1993.
- «Economic and financial problems of environment protection in Latvia» (Chapitre de la monographie: «*Baltic Sea Region Environmental Protection*», Université de Göteborg, 1992).

7. Tilemans, Michel-Etienne (Belgique)

[Original: français]

Lettre

Conformément à la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002 concernant les candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties du Statut de Rome sur la Cour pénale internationale et en vue des élections qui auront lieu durant la Troisième session de l'Assemblée des États Parties en septembre prochain, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement belge a décidé de soumettre la candidature de M. Michel Tilemans à l'un des deux sièges vacants du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour la période 2005-2008.

Veillez trouver ci-après le curriculum vitae de M. Michel Tilemans, qui atteste de sa réputation et de son expérience dans le domaine financier reconnue sur le plan international.

...

L'Ambassadeur de Belgique
(Signé) Jean-Marie Noirfalisse

[Original: anglais/français]

Qualifications

M. Tilemans est de nationalité belge.

Il est un spécialiste à la réputation reconnue des questions budgétaires et administratives en rapport avec les organisations internationales.

Date et lieu de naissance: 25 avril 1962, La Paz.

Études

1986-1987	Licence spéciale en droit des entreprises et droit fiscal, Vrije Universiteit, Bruxelles.
1981-1986	Licence en droit, Université catholique de Louvain-la-Neuve, Belgique.

Formation professionnelle

Octobre 1990-mars 1991	Stage à la Commission de l'Union européenne — Direction générale XVI — droit bancaire et droit des entreprises.
------------------------	---

Carrière diplomatique

2003-2005	Membre du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
2002-2003	Vice-Président de la Cinquième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (Cinquante-septième session).
2002	Membre du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.
Depuis 2000	Premier secrétaire à la Mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies (affaires administratives et budgétaires).

- 1997-2000 Premier secrétaire à la représentation permanente de la Belgique auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) (Comité de la planification civile d'urgence, Comité des orientations des politiques SFOR et KFOR).
- 1996-1997 Détaché auprès de l'administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ACNUSO) – Unité de la reconstruction et du développement économique, projets à impact rapide.
- 1994-1996 Deuxième secrétaire à l'Ambassade de Belgique à Varsovie (Pologne) (affaires économiques).
- Juin-décembre 1993 Attaché à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'OTAN.
- 1991 Examen d'entrée dans le service diplomatique.

Autre expérience professionnelle

- 1988 Conseiller fiscal assistant, Société Lawtax S.A. (société de conseil et d'audit en droit fiscal, Bruxelles).

--- 0 ---

